



Limar est le premier enfant de Liqaa et Bassel, réfugiés syriens. Il est né dans le camp de Zaatari, en Jordanie. Photo : Pablo Tosco/Oxfam Internón

# LE MOMENT DE VÉRITÉ

## Appel à l'action en amont des pourparlers de paix en Syrie, et au-delà

Les terribles attaques à l'arme chimique à Damas en août 2013 ont tout d'abord donné lieu à des plans d'intervention militaire américaine particulièrement bancals, puis à une période de gesticulations diplomatiques intense pour aboutir, enfin, à une position internationale sur la crise syrienne qui faisait défaut depuis bien trop longtemps.

Les pourparlers de paix tant attendus devraient reprendre à Genève au mois de novembre. Cette nouvelle dynamique peut potentiellement permettre de réelles avancées dans le cas où des actions urgentes et immédiates sont déployées en matière d'aide et si des efforts sont faits pour mettre fin au bain de sang.

La communauté internationale doit fournir une aide à la hauteur de la crise. Ensemble, les gouvernements doivent faire pression sur l'État syrien, les groupes d'opposition et les pays limitrophes pour garantir que les personnes dans le besoin ont bien accès à l'aide. Dans ce cadre, il est indispensable que la communauté internationale appelle à une solution politique à la crise, demande l'arrêt immédiat des hostilités et accepte de mettre fin à l'approvisionnement en armes et munitions de tous les protagonistes.

# INTRODUCTION

L'utilisation d'armes chimiques à Damas le 21 août 2013 a scandalisé la communauté internationale à juste titre. Un grand pas sera franchi dans le cas où les récentes initiatives diplomatiques des États-Unis et de la Russie permettent de prévenir toute nouvelle utilisation de ces armes. Mais cela ne suffira pas.

Sur le terrain, la crise syrienne reste à ce jour incontrôlable. Elle a déjà fait plus de 100 000 morts, dont une majorité de victimes des tirs d'artillerie, d'armes à feu et autres armes conventionnelles, et a contraint plus de 7 millions de personnes à fuir leur foyer, dont 2 millions à se réfugier dans les pays voisins. Selon de récents rapports, les civils pourraient représenter 36 % des victimes<sup>1</sup>, et les enfants 7 %<sup>2</sup>. 60 % de la population active syrienne est actuellement sans emploi. Le conflit a touché 60 % des hôpitaux, près de 40 % d'entre eux étant totalement hors d'usage<sup>3</sup>.

Bien souvent, les civils ne sont pas épargnés, en particulier du fait du recours croissant aux armes explosives dans les villes et les villages<sup>5</sup>. On rappelle également des cas d'hommes en âge de combattre qui auraient été interpellés lors de massacres et d'exécutions extrajudiciaires<sup>6</sup>. Les femmes sont de plus en plus exposées aux violences sexuelles ; elles sont nombreuses à citer ce risque comme le principal motif les ayant poussées à quitter le pays<sup>7</sup>. La violence, les déplacements et les bouleversements économiques et sociaux qui en résultent ont profondément affecté les rôles traditionnels des hommes et des femmes en Syrie, multipliant les tensions et les contraintes pesant sur les réfugiés<sup>8</sup>. D'après la longue expérience d'Oxfam, ce type de brutalité s'autoalimente.

Cette année, le conflit s'est également étendu aux pays voisins. Ces derniers mois ont vu des bombardements et des affrontements transfrontaliers en Turquie, l'intervention du groupe armé/parti politique Hezbollah basé au Liban, des bombardements, des tirs d'artillerie et des tirs de roquettes sur le territoire libanais, des rapprochements entre les groupes d'opposition armés de Syrie et d'Irak, le déploiement militaire iranien aux côtés des forces gouvernementales, ainsi que des frappes aériennes par Israël<sup>9</sup>.

Comme le conflit continue de s'intensifier sur le terrain, alimenté par l'approvisionnement d'armes et de munitions en provenance de l'étranger<sup>10</sup>, il plane toujours une réelle menace d'embrasement de la région<sup>11</sup>.

Trouver une solution à une crise d'une telle ampleur ne sera évidemment pas chose facile. Néanmoins, après des années de division, la communauté internationale a prouvé ces dernières semaines qu'elle *peut* s'unir en faveur d'une action réelle.

Elle peut maintenant s'appuyer sur cette avancée pour changer la situation des femmes, des hommes et des enfants syriens. Pour ce faire, elle doit privilégier une aide qui améliore la situation humanitaire et soutenir les appels à une résolution politique de la crise en créant les conditions de son succès.

*« Ce que nous attendons le plus du reste du monde est qu'il nous aide à faire cesser les combats en Syrie, à mettre un terme au conflit. Le monde doit voir la situation qui est la nôtre et compatir à nos souffrances ; il doit nous soutenir. »*

Najah, 38 ans, mère de sept enfants, Mafraq, Jordanie

*« Nous n'avons pas observé un afflux de réfugiés d'une ampleur aussi effrayante depuis le génocide rwandais. »*

António Guterres, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, 16 juillet 2013<sup>4</sup>

Ces deux priorités pourraient se renforcer mutuellement et doivent guider les actions de la communauté internationale dans les semaines et les mois à venir, déterminants à l'approche des pourparlers de Genève qui devraient reprendre en novembre, et au-delà. Elles doivent être traitées avec la même diligence que la réponse à l'utilisation d'armes chimiques.

En tant qu'organisation humanitaire, Oxfam cherche à garantir que les personnes touchées par la crise ont bien accès à une aide vitale et sont épargnées par les violences. Oxfam appelle également à l'abandon des politiques qui alimentent le conflit et provoquent des crises humanitaires. Le présent document décrit les appels à l'action d'Oxfam adressés à la communauté internationale en matière d'aide, dans un premier temps, puis concernant la nécessité absolue de mettre un terme au bain de sang et d'évoluer vers une paix juste et durable en Syrie.

# DES DEMI-MESURES EN MATIERE D'AIDE

Une crise de l'ampleur observée en Syrie exige une réponse humanitaire de très grande envergure. À cette occasion, les Nations unies ont lancé l'appel humanitaire le plus important de leur histoire, à hauteur de 5 milliards de dollars. D'ici fin mars 2014, Oxfam s'est fixé pour objectif d'atteindre 650 000 personnes touchées par la crise, tant sur le territoire syrien que dans les pays voisins accueillant des réfugiés. La réponse à la crise est la priorité absolue de l'organisation<sup>12</sup>.

Le public et de nombreux États ont répondu de manière généreuse, mais encore insuffisante face à l'étendue des besoins. De fait, seulement 51 % des appels des Nations unies sont financés au moment de la rédaction du présent document. Selon la dernière analyse d'Oxfam<sup>13</sup> des « contributions équitables attendues » portant sur les principaux bailleurs de fonds pour l'appel des Nations unies en septembre, certains pays ont déjà donné plus que ce que l'on pouvait attendre d'eux : c'est notamment le cas du Danemark, du Koweït, de la Norvège, de la Suède et du Royaume-Uni. En revanche, plus de la moitié des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et des pays du Golfe passés à la loupe en septembre 2013 ont déclaré avoir donné moins de 50 % que ce qui était attendu, dont plusieurs États du G20 et des pays de la région, comme le Canada, la France, l'Italie, le Japon, la République de Corée, la Russie, le Qatar et les Émirats arabes unis.

L'annonce d'une conférence des bailleurs de fonds en janvier 2014 est une bonne nouvelle. En plus d'accroître leurs promesses de financement, les bailleurs de fonds doivent faire preuve d'une plus grande souplesse et minimiser les restrictions bureaucratiques s'appliquant aux organisations humanitaires, étant donnée la complexité des opérations humanitaires sur le territoire syrien. Le financement doit être acheminé via différents canaux dont les Nations unies, les États, les ONG internationales et les organisations locales afin de garantir que l'aide bénéficie au plus grand nombre possible.

Les bailleurs de fonds doivent également s'assurer que l'aide est fournie de manière coordonnée et transparente afin d'atteindre ceux qui en ont le plus besoin. Cela implique de partager des informations concernant les zones géographiques et les destinataires du financement, afin d'éviter les doublons et de s'assurer que l'aide ne génère pas des conflits localisés au sein des camps ou entre les réfugiés et les communautés hôtes.

## Accès humanitaire et réponse impartiale

Au cours des derniers mois, l'utilisation accrue des techniques de guerre de siège et autres tactiques ont rendu l'accès à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et aux autres ressources extrêmement difficile pour les populations<sup>14</sup>. Dans le cadre d'un conflit aussi violent, politisé et profondément ancré que celui-ci, une réponse humanitaire coordonnée et bien financée ne constitue qu'une partie de la solution. Comme le souligne le

*« L'aide n'atteint pas les personnes qui en ont réellement besoin en Syrie. Certaines n'ont pas la possibilité de quitter le pays, et personne ne les aide. »*

Amany Mohammad, 27 ans, réfugié au Liban, mai 2013

Président du Conseil de sécurité de l'ONU dans une récente déclaration<sup>15</sup>, l'aide doit être accessible aux personnes qui en ont besoin. Pour ce faire, le gouvernement syrien et les groupes d'opposition<sup>16</sup> doivent immédiatement mettre un terme aux tactiques de guerre privant les civils de leur droit à l'aide ; ils doivent supprimer les obstacles bureaucratiques, garantir la sécurité des travailleurs humanitaires et permettre aux organisations humanitaires et à l'aide d'accéder sans entraves à toutes les régions de Syrie où les populations sont dans le besoin. Ils doivent par ailleurs autoriser les civils à fuir les zones de conflit actif. L'ensemble des États doivent exercer toute leur influence sur les belligérants dans cette optique.

### **Soutien aux pays voisins et droit d'asile**

Les pays limitrophes de la Syrie ont fait preuve d'une générosité extraordinaire en accueillant les populations fuyant le conflit (plus de 2 millions de personnes à ce jour)<sup>17</sup>. À elle seule, la Turquie a consacré quelque 2 milliards de dollars pour l'accueil des réfugiés. Toutefois, les restrictions aux frontières semblent se multiplier ces derniers mois, en particulier en Jordanie, en Irak (exception faite d'un afflux de réfugiés vers les zones kurdes en août 2013) et en Turquie, car les gouvernements de ces pays commencent à se soucier davantage des questions de sécurité et des impacts économiques et sociaux de l'accueil d'un nombre aussi important de réfugiés<sup>18</sup>.

Oxfam appelle les bailleurs de fonds internationaux à soutenir les pays hôtes à l'aide de financements, tant pour la réponse humanitaire immédiate qu'à plus long terme. Mais il est essentiel que les pays voisins maintiennent leurs frontières ouvertes pour les personnes fuyant les violences en Syrie, et qu'ils veillent au respect des droits des réfugiés prévus par le droit international. Les États en dehors de la région doivent aussi accroître significativement le nombre de réfugiés qu'ils acceptent d'accueillir ou qu'ils autorisent à se réinstaller afin de soulager la pression pesant sur les pays limitrophes de la Syrie<sup>19</sup>.

### **Un nécessaire changement d'échelle en matière d'aide**

L'aide humanitaire a ses limites face aux énormes besoins créés par la crise, comme l'ont régulièrement souligné Oxfam et d'autres organisations, ainsi que les Nations unies<sup>20</sup>. La crise en Syrie est désormais la principale préoccupation politique, sécuritaire et économique pour les pays voisins (voir Encadré 1 : Le coût de la guerre), et les bailleurs de fonds internationaux doivent réviser leurs politiques pour tenir compte de cette nouvelle réalité. A minima, il faut revoir les politiques risquant d'exacerber l'instabilité économique ou de nuire à la cohésion sociale dans un contexte de crise des réfugiés. Ainsi, selon l'UNHCR, les réformes économiques encouragées par les institutions financières internationales, comme la suppression des subventions sur l'électricité et les carburants, ont rendu la vie encore plus difficile pour la population jordanienne et ont contribué à exacerber l'hostilité à la présence de réfugiés en Jordanie<sup>21</sup>.

## Encadré 1 : Le coût de la guerre

Bien qu'il soit pratiquement impossible de mesurer avec exactitude le coût total du conflit en Syrie étant donné la persistance des combats et l'ampleur de la destruction, il est évident que la crise a eu des conséquences économiques dévastatrices.

Près d'un Syrien sur cinq vit actuellement en situation d'insécurité alimentaire (soit quelque 4 millions de personnes). On estime que les récoltes de blé de 2013 en Syrie ont reculé de 40 % par rapport à celles de 2010-2011. L'inflation du cours des denrées alimentaires et des carburants a provoqué une augmentation de plus de 100 % du prix des produits de base tels que la farine de blé, le pain et le sucre par rapport aux niveaux d'avant-crise dans certaines parties du pays, notamment dans les grandes villes d'Alep et de Damas.<sup>22</sup> Le prix du diesel a augmenté de 200 % en janvier 2013 après que l'État a mis un terme aux subventions.<sup>23</sup>

La crise a créé également des défis gigantesques pour les pays voisins. Le Liban accueille près d'un million de réfugiés, ce qui représente près d'un quart de sa population nationale de 4,2 millions d'habitants.<sup>24</sup> Même s'il est possible que les réfugiés puissent contribuer à l'économie libanaise, la crise en Syrie pourrait coûter au pays 7,5 milliards de dollars d'ici fin 2014.<sup>25</sup> En Jordanie, les autorités ont estimé que le pays avait besoin de 6 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures pour faire face à l'augmentation de 11 % de sa population suite à l'afflux de réfugiés syriens<sup>26</sup>.

Outre le fait que la résolution du conflit en Syrie est un devoir pour la communauté internationale, cela relève également de son intérêt, en particulier dans un contexte de récession persistante pour de nombreux pays. Selon l'agence londonienne ETX Capital, la récente augmentation du cours du pétrole en lien avec l'instabilité dans la région mettra un coup d'arrêt à la dynamique économique actuellement observée dans de grandes parties du monde<sup>27</sup>. Parallèlement (dans les jours suivant le 21 août), comme l'avait prédit le directeur de la stratégie des marchés chez l'américain Jones Trading, la crise en Syrie a été le plus grand risque géopolitique depuis le début de la guerre en Irak<sup>28</sup> et a contribué à des chutes du marché des actions aux États-Unis, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni.

La récente enveloppe d'aide de la Banque mondiale pour la Jordanie est un pas dans le bon sens<sup>29</sup>, tout comme les tentatives d'élaboration d'un plan de stabilisation et d'établissement d'un fonds fiduciaire multi-donateurs pour le Liban. Mais la situation exige une réponse d'une envergure radicalement différente. Les bailleurs de fonds doivent apporter un soutien à grande échelle (sous la forme de subventions, et non seulement de prêts) afin d'aider les États de la région à consolider les services de base tels que les soins de santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau, actuellement soumis à d'énormes pressions. Cela implique de financer les coûts récurrents tels que le personnel et les médicaments, ainsi que les infrastructures, et d'apporter une assistance pour améliorer la gestion financière et lutter contre la corruption<sup>30</sup>. De grandes réformes économiques, telles que la suppression des subventions, doivent être remises à plus tard.

À défaut d'action urgente, des millions de personnes seront livrées à elles-mêmes et la crise en cours finira par engloutir les pays voisins.

*« Nous aimerions pouvoir retourner en Syrie le plus rapidement possible et nous espérons que les combats vont cesser bientôt. Je veux une vie sûre et décente, je veux vivre dans la dignité. »*

Sahab, mère de 42 ans, camp de réfugiés de Zaatari, Jordanie

# SOLUTIONS POLITIQUES : DES PAROLES AUX ACTES

La communauté internationale a toujours unanimement affirmé que la solution à la crise ne devait être (et ne pouvait être) que politique. Les déclarations de John Kerry, Secrétaire d'État américain, et de Sergeï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères<sup>31</sup>, le communiqué des chefs d'État du G8 suite au sommet de juin 2013<sup>32</sup> et les déclarations d'autres États comme l'Iran<sup>33</sup> et récemment du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>34</sup>, vont tous dans ce sens.

Mais pendant plus d'un an, peu de progrès ont été réalisés concernant le plan en six points<sup>36</sup> établi par Kofi Annan, alors émissaire de la paix des Nations unies/de la Ligue des États arabes, depuis que le Groupe d'action pour la Syrie<sup>37</sup> a convenu des mesures sur sa mise en œuvre en juin 2012 et a rédigé le Communiqué de Genève<sup>38</sup>.

Le regain de dynamisme diplomatique des dernières semaines en réponse à l'utilisation d'armes chimiques était absolument indispensable. Avec l'approbation inédite du Communiqué de Genève par le Conseil de sécurité de l'ONU et son soutien pour l'organisation d'une conférence de suivi dans la résolution 2118, les conditions sont réunies pour passer de la rhétorique politique à une solution réelle à la crise en Syrie.

## Dialogue inclusif et pourparlers de paix

Au cours des deux dernières années, les puissances internationales ont attendu que la situation sur le terrain soit connue une évolution décisive, soit place leur parti préféré dans une meilleure position pour négocier. Cette situation a été exacerbée par les conditions sur l'issue finale de tout processus politique<sup>40</sup> qui ont été posées par des acteurs clés. De façon plus prosaïque, un désaccord subsiste quant à quels pays, personnes ou parties doivent être impliqués dans les négociations en vue d'une solution politique. Le durcissement des positions a encore aggravé la crise, si bien que selon certains observateurs, la communauté internationale s'est enlisée dans des difficultés qu'elle a elle-même créées<sup>41</sup>. Il est important de s'assurer que toutes les puissances nationales, régionales et internationales concernées soient représentées au cours de la conférence de suivi « Genève II » pour venir à bout de ces divisions.

Trop souvent, les voix des belligérants ont défini les priorités des responsables politiques et des médias. Mais à l'intérieur de la Syrie et dans la région, de nombreux activistes œuvrent pour un changement politique pacifique. En août 2013 par exemple, 265 organisations en Syrie, en Turquie et dans les pays arabes ont écrit aux chefs d'État du G20, appelant à un cessez-le-feu immédiat et à privilégier des pourparlers de paix et une solution politique<sup>42</sup>.

Les groupes de la société civile non militarisés doivent participer aux négociations de paix. La communauté internationale doit écouter ces voix comme celles des réfugiés tels que Liqaa, 23 ans, qui a récemment accouché au camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie, et qui confiait à Oxfam : « Je souhaite que la communauté internationale aide le peuple syrien à trouver une

*« Le conflit ne peut être résolu que par les voies politique et diplomatique. »*

*Vladimir Poutine, Président russe, 16 juin 2013<sup>35</sup>*

*« Je ne pense pas qu'une action militaire par des forces internes ou externes à la Syrie permettrait d'instaurer une paix durable. »*

*Barack Obama, Président des États-Unis, 24 septembre 2013<sup>39</sup>*

solution politique pour aider les réfugiés à retrouver leur pays, leur vie et leur avenir... Depuis la naissance de Limar, c'est encore plus important pour moi et pour elle de retourner dans notre pays, et pour elle de grandir là-bas parmi les nôtres. J'ai hâte de retourner en Syrie. »

### **Cessation de la violence armée**

Un processus de paix aura peu d'effets réels pour les civils syriens en l'absence de mesure immédiate pour mettre fin immédiatement aux massacres. La collaboration accrue entre les États-Unis et la Russie, et l'action du Conseil de sécurité de l'ONU, sont une occasion d'établir une cessation des hostilités en Syrie qui dure dans le temps et qui puisse faire l'objet de vérifications. Cet aspect clé du plan de paix proposé par Kofi Annan en 2012 avait rapidement été réduit à néant, surtout avec le retrait de la Mission de supervision des Nations unies en Syrie (MISNUS), précipitant le conflit dans une phase nouvelle et plus intense. Les fractures et les divisions de la communauté internationale ont pour le moins contribué à cette escalade. En revanche, la pression de la communauté internationale a permis d'obtenir un cessez-le-feu local pour garantir le passage des inspecteurs des Nations unies sur les armes chimiques fin août 2013 en toute sécurité, prouvant bien qu'une pression concertée à l'échelle internationale peut aboutir à des résultats concrets sur le terrain.

Malgré des difficultés probables en matière de coordination, de suivi et de contrôle, notamment au vu du nombre de groupes d'opposition, un cessez-le-feu améliorerait considérablement la situation humanitaire en mettant fin aux massacres et en permettant à la population de se déplacer à nouveau pour accéder à une assistance vitale. Il pourrait également, s'il est respecté, établir un climat de confiance entre les belligérants.

### **Couper le flux d'armes et de munitions**

En Syrie, ce sont des armes conventionnelles (et non chimiques) qui ont fait la grande majorité des victimes. Ces armes sont utilisées en violation des droits humains et du droit international humanitaire, et les transferts continuent d'alimenter le conflit et d'empêcher toute résolution politique de la crise. La Russie, les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU ont finalement démontré qu'il peut y avoir une action internationale unie contre des armes susceptibles de nuire gravement aux civils. La prochaine étape logique consiste à étendre cette unité à toutes les armes et à toutes les munitions et à interrompre tout transfert vers la Syrie.

En vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, le Conseil de sécurité est en droit d'imposer une interdiction totale du transfert d'armes et de munitions de tout pays vers tous les belligérants en Syrie. Pourtant, des considérations politiques l'empêchent de le faire. En effet, plus de 90 % des armes utilisées en Syrie ont été fabriquées dans des pays qui sont des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment la Russie et à moindre échelle les États-Unis<sup>43</sup>, qui auraient également procédé récemment à des transferts d'armes et de munitions<sup>44</sup>. Outre ces pays, on peut également mentionner le flux continu de munitions et d'armes plus lourdes d'Iran vers l'État syrien, et des États du Golfe vers plusieurs forces de l'opposition<sup>45</sup>.

Il est difficile de savoir si le Conseil de sécurité remplit son rôle sur la question des armes. L'absence d'embargo ne constitue toutefois pas une excuse pour l'inaction. Ses membres (et tous les autres États) doivent dès à présent

*« Nous sommes partis au dernier moment, quand notre maison était entourée de tireurs d'élite, de voleurs et de destruction. Il ne reste plus rien aujourd'hui, les bulldozers l'ont rasée. J'ai vu des connaissances se faire tuer dans la rue. Mes enfants sont encore terrifiés. Mais nous avons la chance d'être tous là, ensemble. Tayba, ma petite fille de six ans, dit à sa mère de ne plus avoir peur. Avec ce conflit, mes enfants ont mûri avant l'âge. »*

*Muhaiber (37 ans) est arrivé en Jordanie il y a un an avec sa femme et ses cinq enfants. Il est aujourd'hui facilitateur communautaire volontaire pour Oxfam.*

*« Le monde s'attèle à renforcer les normes contre l'utilisation des armes chimiques. Il est tout aussi indispensable de renforcer les principes du droit international humanitaire et des droits humains qui sont au cœur du TCA et de s'assurer qu'il n'y ait plus de nouveaux transferts d'armes vers les belligérants en Syrie. »*

*Winnie Byanyima, Directrice générale d'Oxfam, réunion de haut niveau sur le TCA, Assemblée Générale des Nations unies, 25 septembre 2013*



interrompre l'approvisionnement en armes ou en munitions vers tout destinataire en Syrie.

Les violations des droits humains et du droit international humanitaire en Syrie signalées par les Nations unies attestent du risque de mauvaise utilisation. Par ailleurs, il est désormais plus crucial que jamais d'arrêter ces approvisionnements afin d'envoyer un signal fort à tous les belligérants que la communauté internationale recherche sérieusement une solution politique à la crise et entend respecter les principes du Traité sur le Commerce des Armes (TCA) adopté récemment, et que les États-Unis ainsi que 111 autres pays ont désormais signé.

### **Protection des civils**

Interrogés sur les principales raisons les ayant poussés à fuir le pays, les réfugiés mentionnent régulièrement le recours à des armes explosives par tous les belligérants. Comme l'a indiqué Khadija, une Syrienne réfugiée au Liban, à Oxfam : « Lorsque les combats et les pilonnages devenaient trop importants, nous nous déplaçons vers un autre village jusqu'à ce que la situation dégénère également dans celui-ci. Au final, nous n'avons pas eu d'autre choix que de partir vivre quelque part sous terre... Puis les bombardements aériens ont commencé sur la zone. C'est à ce moment là que nous avons décidé de quitter la Syrie. »

D'après les enquêtes menées par les Nations unies et des groupes internationaux de défense des droits de l'homme, des violations des droits humains et du droit international humanitaire ont été commises de façon fréquente et systématique en Syrie<sup>47</sup>. Selon les Nations unies, le regain de brutalité dans le pays ces derniers mois a été renforcé par la plus grande disponibilité des armes<sup>48</sup>.

L'approvisionnement en armes et en munitions à destination des forces d'opposition est parfois présenté comme nécessaire pour protéger les civils<sup>49</sup>. Toutefois, d'après la longue expérience d'Oxfam en matière d'aide humanitaire dans les zones en conflit et selon les recherches et les campagnes menées sur la question du contrôle des armes<sup>50</sup>, il s'avère que la disponibilité des armes tend à exacerber les menaces qui pèsent sur les civils. À court terme, cela débouche sur une intensification de la violence et un renforcement de la croyance selon laquelle les belligérants peuvent (ou doivent) faire tourner la situation militaire à leur avantage, ce qui à son tour crée une « illusion de la victoire »<sup>51</sup>. Cela se vérifie également dans les séquelles persistantes de la grande disponibilité d'armes dans un contexte post-conflit, qui se caractérisent souvent par des institutions faibles ou compromises.

### **Communication du bon message**

Un accord sur un arrêt total du transfert d'armes et de munitions vers la Syrie permettrait non seulement de les maintenir hors de portée de ceux qui violent les droits humains, mais également de souligner la réelle volonté de la communauté internationale d'engager des pourparlers de paix et un cessez-le-feu dans le cadre d'un programme à long terme, en vue d'une solution politique à la crise.

Même si certaines personnes aux États-Unis prétendent que l'approvisionnement de l'opposition en armes permettrait de « déplacer le point

*« La réponse à l'utilisation odieuse d'armes chimiques a généré un élan diplomatique, le premier signe d'une union qui faisait défaut depuis trop longtemps. Appuyons-nous désormais sur cet élan pour amener les différentes parties autour de la table des négociations. »*

*Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon  
24 septembre 2013<sup>46</sup>*

*« Nous avons été les derniers parmi nos proches à quitter la Syrie. À notre départ, il n'était plus possible de vivre là-bas. Notre maison a été détruite et nous ne pouvions même plus acheter de la nourriture. Quelque 100 000 Syriens ont été tués. Cela ne suffit-il pas ? Nous devons réinstaurer la paix dans la fraternité, comme nous avons toujours vécu. Nous retournerions chez nous si seulement nous le pouvions. »*

*Hussein, père de cinq enfants, originaire de Hama et vivant actuellement sous une tente dans une ferme à Tneeb, Jordanie.*

d'équilibre » en faveur des forces rebelles et donc d'augmenter les chances d'aboutir à une solution politique, il est plus probable que l'envoi de nouvelles armes déclenchera une course à l'armement à outrance. En réponse à la levée de l'embargo sur les armes de l'UE fin mai 2013, la Russie a annoncé vouloir transférer des missiles sol-air sophistiqués à l'État syrien<sup>52</sup>. Par ailleurs, des représentants américains ont fait part de leur crainte que la décision de leur gouvernement d'envoyer des armes soit interprétée par le Qatar et d'autres pays du Golfe comme un feu vert pour accentuer leurs propres transferts à destination des forces d'opposition<sup>53</sup>.

Autrement dit, un accord entre les participants à la conférence de Genève II pour stopper l'approvisionnement d'armes et de munitions aux belligérants en Syrie donnerait aux pourparlers de paix un maximum de chance de réussite.

### **Exclusion de toute intervention militaire**

L'accord récent sur les armes chimiques a éloigné la perspective d'intervention militaire. Les États-Unis ont toutefois clairement indiqué ne pas exclure d'envisager à nouveau une telle intervention. Il est très vraisemblable qu'une intervention militaire américaine en Syrie aggraverait considérablement la situation humanitaire<sup>54</sup>, envenimant le conflit et exacerbant l'instabilité dans la région, tout en offrant des avantages incertains en matière de protection des civils. Oxfam s'est opposée à l'intervention militaire proposée par les États-Unis pour cette raison, et également parce que la voie diplomatique et d'autres pistes n'ont pas toutes été explorées. Les risques et les impacts négatifs potentiels et réels d'une intervention militaire s'appliquent à tous les acteurs extérieurs.

Si tous les États (notamment les États-Unis, la France, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et l'Iran) mettaient un terme au transfert d'armes vers la Syrie et/ou cessaient d'envoyer des troupes ou de lancer des frappes aériennes, cela augmenterait considérablement les chances d'instaurer un cessez-le-feu durable et d'entamer des négociations constructives. L'atténuation des souffrances endurées par les civils victimes du conflit doit être la priorité absolue.

#### **Encadré 2 : La famille Dabbour : une vie de réfugiés, mais des espoirs pour l'avenir**

Originaire de Hay Al Tadamon, à la périphérie de Damas, la famille Dabbour se compose de cinq membres. Elle vit depuis un an dans une pièce unique dans le camp de réfugiés palestiniens de Wavel au Liban (également appelé camp Al Jaleel), qu'elle loue pour 100 dollars par mois. Les Dabbour vivaient en Syrie en tant que réfugiés palestiniens et expliquent avoir été contraints de quitter leur maison après que leur quartier a été encerclé par des tireurs d'élite, puis bombardé.

« Je déteste vivre ici, et ne pense qu'à retourner chez moi », déclare Seif, le père âgé de 50 ans qui travaillait comme responsable dans une compagnie pétrolière étrangère en Syrie. « Après la fermeture du marché, je récupère les fruits et les légumes pourris qui jonchent la rue. J'ai trouvé un ourson en peluche dans une poubelle, je l'ai nettoyé et je l'ai offert à ma fille. Je ne sais pas comment je vais payer le loyer du mois prochain... je place beaucoup d'espoir dans la conférence de paix de Genève... je veux juste que mon fils puisse jouer au football et ma fille avec ses amies. Je souhaite seulement vivre à nouveau en paix. »

# CONCLUSION

La communauté internationale doit admettre sa part de responsabilité dans l'aggravation de la crise syrienne et reconnaître que la diplomatie peut porter ses fruits, même s'il s'agit d'un processus complexe. Si l'on veut vraiment accorder la priorité aux besoins des hommes, des femmes et des enfants syriens, il faut proscrire tout retour aux demi-mesures et à l'hypocrisie qui ont régné ces deux dernières années, tout en dépassant la prétendue alternative entre intervention militaire et inaction.

Au lieu de cela, la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour répondre aux besoins humanitaires considérables des Syriens (ceux restés sur le territoire comme ceux s'étant réfugiés dans les pays voisins). Elle doit prendre les mesures nécessaires pour garantir l'accès à l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin, tout en prenant l'engagement ferme de soutenir la population à plus long terme. Au-delà de ça, il faut adresser un message clair aux belligérants : ils ne recevront plus d'armes et doivent s'engager à cesser immédiatement les combats afin d'initier un véritable changement politique.

# RECOMMANDATIONS

## **L'État syrien et tous les groupes d'opposition doivent :**

- s'engager à un arrêt immédiat des hostilités ;
- prendre part de bonne foi à un processus politique dirigé par les Syriens et soumis à la médiation internationale, basé sur le Communiqué de Genève et le plan en six points, sans autres conditions préalables à leur participation ;
- cesser immédiatement toute violation des droits humains et du droit international humanitaire ;
- permettre aux personnes qui en ont besoin de recevoir l'aide humanitaire. Cela implique d'autoriser sans entrave ni restriction les opérations des organisations humanitaires et des agences des Nations unies. Cela suppose également de mettre fin immédiatement aux tactiques de guerre privant les populations civiles de l'aide, que ce soit de manière délibérée ou collatérale.

**La communauté internationale** (en particulier la Russie et les États-Unis, les autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU, les pays voisins, l'Iran et les pays du Golfe) doit s'unir en soutien d'une *solution politique* à la crise. Pour ce faire, elle doit :

- appeler à une cessation immédiate des violences et condamner sans équivoque les violations des droits humains et du droit international humanitaire, et rappeler tous les belligérants à leurs obligations ;
- veiller à ce que les responsables de crimes de guerre et d'autres graves violations des droits humains soient poursuivis afin de lutter contre l'impunité et de dissuader d'autres violations ;
- cesser toute action militaire en cours ou prévue en Syrie et retirer toutes les forces étrangères ;

- poursuivre et renforcer la coopération récente et fournir les ressources et le soutien politique nécessaires pour s'assurer que les pourparlers de paix auront bien lieu mi-novembre, comme cela est prévu ;
- réitérer clairement le soutien public au Communiqué de Genève en tant que base des pourparlers de paix et abandonner toute autre condition préalable internationale, y compris pour ce qui est des protagonistes à convier, et de l'ordre du jour de la conférence ;
- veiller à ce que les processus de paix soient dirigés par les Syriens et soumis à la médiation internationale, et s'assurer que les voix des représentants de la société civile de toutes les communautés soient entendues, pas seulement celles du gouvernement et des groupes d'opposition armés, tout en veillant à la participation équitable et effective des Syriennes et des Syriens ;

Que le Conseil de sécurité de l'ONU impose ou non un embargo sur les armes, comme il lui revient de le faire, tous les États y compris les membres du Conseil de sécurité et toutes les puissances régionales doivent œuvrer en priorité à la recherche de solutions non militaires à la crise, en veillant à une **interruption de tout approvisionnement en armes et en munitions de tous les protagonistes**. Pour ce faire, ils doivent :

- s'engager publiquement à interrompre tout transfert d'armes et de munitions prévu vers l'État syrien ou les forces d'opposition et à cesser de faciliter les transferts de cette nature ou de leur permettre de transiter par leur territoire
- exercer toute la pression politique possible sur ceux continuant de fournir des armes afin qu'ils cessent immédiatement les transferts, et suspendre tous les programmes de coopération militaire et de défense avec les pays approvisionnant les belligérants.

La communauté des bailleurs de fonds internationaux doit s'assurer que l'**aide apportée** répond à l'ampleur de la crise et des besoins humanitaires, *qu'elle est de qualité appropriée et qu'elle atteint ceux qui en ont le plus besoin*. Pour ce faire, elle doit :

- financer intégralement les appels humanitaires des Nations unies, notamment en veillant à ce que chaque pays donateur contribue au moins à sa juste part à l'aide totale requise (d'après son revenu national brut (RNB)) ;
- faire pression sur toutes les parties pour qu'elles respectent, protègent et réalisent le droit des personnes à vivre, en facilitant l'accès à l'aide, notamment en appelant les protagonistes du conflit à faciliter un accès sûr, effectif et sans entrave des organisations humanitaires impartiales à toutes les zones de Syrie ;
- apporter le soutien nécessaire pour garantir que les États voisins maintiennent leurs frontières ouvertes pour les réfugiés fuyant le conflit, et accepter la réinstallation des réfugiés dans des pays tiers ;
- accroître de manière significative le soutien à long terme aux pays limitrophes de la Syrie, notamment par le biais d'institutions financières internationales et de mesures bilatérales. Ce point implique l'appui technique aux ministères concernés, ainsi que des mesures de surveillance et de lutte contre la corruption.

# NOTES

- 1 A. Cowell, « War deaths in Syria said to top 100,000 », *The New York Times*, 26 juin 2013, [http://www.nytimes.com/2013/06/27/world/middleeast/syria.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2013/06/27/world/middleeast/syria.html?_r=0) (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 2 Radio des Nations unies, « Situation remains dire for children in Syria: Special Representative », 7 août 2013, [www.unmultimedia.org/radio/english/2013/08/situation-remains-dire-for-children-in-syria-special-representative](http://www.unmultimedia.org/radio/english/2013/08/situation-remains-dire-for-children-in-syria-special-representative) (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 3 Revised Syria Humanitarian Assistance Response Plan (SHARP), janvier-décembre 2013, <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Revised%20SHARP%2006June2013.pdf> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 4 Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, António Guterres, lors d'un discours au Conseil de sécurité de l'ONU, 16 juillet 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/07/16/us-syria-crisis-un-idUSBRE96F11120130716> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 5 Une récente étude publiée par Action on Armed Violence estime que les civils représentent 93 % des victimes d'armes explosives en Syrie, et que 40 % des décès enregistrés en Syrie sont dus à des armes explosives. Voir « Syria and Explosive Weapons », <http://aoav.org.uk/wp-content/uploads/2013/07/Syria-fact-sheet-FINAL.pdf?6ad0f2> (dernière visite le 10 septembre 2013)
- 6 Voir par exemple le 6<sup>e</sup> Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Annexe II, pp. 30-32 et Amnesty International (2013), « Syria: Civilians in al-Baydah and Baniyas exposed to summary executions », 26 juillet, <http://amnesty.org/en/library/asset/MDE24/037/2013/en/0ce5eccc-8ba6-499e-9977-800f935db975/mde240372013en.pdf> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 7 Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, Zainab Hawa Bangura, discours au Conseil de sécurité de l'ONU, <http://www.un.org/News/Press/docs/2013/sc10981.doc.htm>
- 8 Voir C. Harvey, R. Garwood et R. El-Masri (2013), *Sur des sables mouvants : L'évolution du rôle des hommes et des femmes parmi les réfugiés de Syrie au Liban*, Rapport de recherche d'Oxfam, Oxford : Oxfam International.
- 9 David Barnett, Long War Journal, 28 avril 2013, « Israeli Air Force struck SSRC facility without entering Syrian airspace » [http://www.longwarjournal.org/threat-matrix/archives/2013/04/israeli\\_air\\_force\\_struck\\_ssrc.php](http://www.longwarjournal.org/threat-matrix/archives/2013/04/israeli_air_force_struck_ssrc.php) (dernière visite le 8 octobre)
- 10 SIPRI Yearbook 2013, Chapter 5, Arms transfers to Syria <http://www.sipri.org/yearbook/2013/files/sipri-yearbook-2013-chapter-5-section-3>
- 11 5e Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, p. 5 <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/IICISyria/Pages/IndependentInternationalCommission.aspx> (dernière visite le 10 septembre 2013)
- 12 Depuis avril 2013, la réponse à la crise syrienne est classée par Oxfam urgence de « Catégorie 1 ». Ce changement de statut fait suite à une aggravation de la situation, au regard des critères visant à définir l'ampleur de la souffrance humaine et la complexité de la situation, et ainsi l'urgence d'une réponse appropriée de la communauté humanitaire. Le personnel a également reçu l'instruction de considérer cette question comme la priorité absolue.
- 13 Oxfam, « Fair share analysis for revised Syria Crisis appeals », [http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-fair-share-analysis-un-syria\\_appeal-17sept2013.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-fair-share-analysis-un-syria_appeal-17sept2013.pdf) (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 14 5e Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, A/HRC/23/58, p. 22, § 143-148, et 6e Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne [http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A\\_HRC\\_2](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A_HRC_2)

4 46 fr.DOC (dernière visite le 27 septembre 2013)

- 15 Conseil de sécurité de l'ONU (SC/11138), 2 octobre 2013, <https://www.un.org/News/Press/docs/2013/sc11138.doc.htm> (dernière visite le 8 octobre 2013)
- 16 En tant qu'organisation humanitaire impartiale, Oxfam ne se positionne pas quant à la reconnaissance de l'une ou l'autre des parties prenantes au conflit
- 17 UNHCR (2013), « UNHCR and Syria's neighbours announce joint push for expanded international support for countries hosting large refugee populations », communiqué de presse de l'UNHCR, 4 septembre, <http://www.unhcr.org/522747799.html> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 18 S. Al-Khalidi, site Web Reuters (2013), « Plight of Syrian refugees stranded near Jordan border worsens », 29 mai, <http://www.reuters.com/article/2013/05/29/us-jordan-syria-refugees-idUSBRE94S0ZK20130529> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 19 Parmi les pays de l'UE, la Suède et l'Allemagne seulement ont accueilli des réfugiés syriens. L'Allemagne a accueilli 5 000 réfugiés par solidarité avec les pays hôtes de la région et pour « montrer l'exemple » aux autres pays européens. La Suède a accordé l'asile à 9 770 Syriens. Les États-Unis déclarent avoir accueilli quelque 2 000 réfugiés. [http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2013/08/08/exclusive\\_us\\_will\\_now\\_let\\_in\\_thousands\\_of\\_syrian\\_refugees#.UgSZyDWySAw.email](http://thecable.foreignpolicy.com/posts/2013/08/08/exclusive_us_will_now_let_in_thousands_of_syrian_refugees#.UgSZyDWySAw.email)
- 20 L. Freund, site Web de Voice of America (2013), « UN Official Warns Syrian Fighting Could Ignite Mideast », 16 juillet, <http://www.voanews.com/content/un-official-warns-syrian-fighting-could-ignite-mideast/1703191.html> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 21 Service de l'élaboration de la politique générale et de l'évaluation du HCR (PDES) (2013), « From slow boil to breaking point: a real-time evaluation of UNHCR's response to the Syrian refugee emergency », p. 11, § 64, <http://www.unhcr.org/51f7d9919.html> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 22 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/Programme alimentaire mondial (PAM), *Rapport spécial de la Mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en République arabe syrienne*, 5 juillet 2013 <http://www.fao.org/docrep/018/aq113f/aq113f.pdf> ; voir également Bureau OCHA, « Syria: Humanitarian Needs Overview », <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Syria%20Humanitarian%20Needs%20Overview%20April%202013.pdf>
- 23 Mission FAO/PAM, *Évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire*, p. 6 <http://www.fao.org/docrep/018/aq113f/aq113f.pdf>
- 24 Données de la Banque mondiale (2011), « Population, total », <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 25 D. Evans, « Syria war, refugees to cost Lebanon \$7.5 billion: World Bank », site Web Reuters, 19 septembre 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/09/19/us-syria-crisis-lebanon-idUSBRE98I0T320130919> (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 26 M. El Amin, « Syrian, Lebanese economies remain linked », *The Daily Star Lebanon*, 5 juillet 2013, <http://www.dailystar.com.lb/Business/Lebanon/2013/Jul-05/222590-syrian-lebanese-economies-remain-linked.ashx#axzz2ZCdnw3yQ> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 27 T. Macalister, « Markets hit by fears that Syria attack could raise fuel prices », *The Guardian*, 28 août 2013, <http://www.theguardian.com/business/2013/aug/28/market-fears-syria-oil-price> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 28 Site Web BBC News, « Markets hit as Syria fears spark shares sell-off and oil price rise », 27 août 2013, <http://www.bbc.co.uk/news/business-23848721> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 29 Banque mondiale (2013), « Emergency Assistance for Jordan to cope with Impacts of Syria Crisis », communiqué de presse de la Banque mondiale, 18 juillet, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/18/emergency-assistance-jordan-cope-impacts-syrian-crisis> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 30 Cette approche peut inclure des fonds MDTF, mais aussi une implication des différents ministères concernés, un soutien aux municipalités accueillant de nombreux réfugiés et une mobilisation de la société civile

- 31 Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Discours et réponses aux questions des médias par Sergeï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse sur le thème des armes chimiques en Syrie et la situation dans les pays voisins de la République arabe syrienne, Moscou, 26 août 2013, [http://www.mid.ru/brp\\_4.nsf/0/7426DF843775ABD244257BD500611D38](http://www.mid.ru/brp_4.nsf/0/7426DF843775ABD244257BD500611D38) (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 32 Communiqué du G8, Lough Erne, 2013, § 82-87, [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/207771/Lough\\_Erne\\_2013\\_G8\\_Leaders\\_Communique.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/207771/Lough_Erne_2013_G8_Leaders_Communique.pdf) (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 33 Voir par exemple la déclaration de son Excellence l'ambassadeur Golamhossein Dehghani, représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès des Nations unies, 29 juillet 2013, <http://iran-un.org/en/2013/07/29/29-july-2013/> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 34 La résolution 2118 du Conseil de sécurité de l'ONU indique que « la seule solution à la crise syrienne est un processus politique sans exclusive, dirigé par les Syriens, fondé sur le Communiqué de Genève du 30 juin 2012 » et souligne que « la conférence internationale sur la Syrie doit être convoquée dès que possible ».
- 35 « Syrian rebels should not be armed Putin warns Cameron ahead of G8 Summit », *The Huffington Post*, 16 juin 2013, [http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/06/16/syrian-rebels-not-armed-vladimir-putin\\_n\\_3450772.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/2013/06/16/syrian-rebels-not-armed-vladimir-putin_n_3450772.html) (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 36 Les six étapes du plan d'action pour l'ensemble des parties étaient: (1) travailler avec l'émissaire à la mise en place d'un processus politique ouvert, mené par les Syriens ; (2) s'engager à cesser les combats et assurer de toute urgence un arrêt effectif de toutes les formes de violence armée supervisé par les Nations unies afin de protéger les civils et de stabiliser le pays ; (3) assurer l'acheminement de l'aide humanitaire en temps voulu dans toutes les zones touchées par les combats, avec la mise en place d'une pause humanitaire quotidienne ; (4) accélérer et multiplier les mesures de remise en liberté des personnes détenues arbitrairement ; (5) assurer aux journalistes la liberté de circulation ; et (6) respecter la liberté d'association et le droit de manifester pacifiquement.
- 37 La réunion du Groupe d'action rassemblait les Secrétaires généraux des Nations unies, la Ligue des États arabes, l'Union européenne, les ministres des Affaires étrangères de Chine, de France, de Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis, de Turquie, d'Irak, du Koweït et du Qatar, sous la présidence de Kofi Annan.
- 38 Communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie, 30 juin 2012, <http://www.un.org/News/dh/infocus/Syria/FinalCommuniqueActionGroupforSyria.pdf> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 39 Remarques du président Obama devant l'Assemblée générale des Nations unies, 24 septembre 2013 <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/09/24/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly> (dernière visite le 26 septembre 2013)
- 40 Site Web de Today's Zaman, « Obama, Erdoğan reaffirm Assad must go », 16 mai 2013, <http://www.todayzaman.com/news-315653-obama-erdogan-reaffirm-assad-must-go.html> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 41 Syria's Metastasising Conflicts, International Crisis Group, p.i <http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/egypt-syria-lebanon/syria/143-syrias-metastasising-conflicts.aspx>
- 42 Voir le communiqué de presse d'Oxfam International, « Break-through at St Petersburg summit needed to give hope of a better future for millions of Syrians », 5 septembre 2013, <http://www.oxfam.org/en/pressroom/pressrelease/2013-09-05/break-through-st-petersburg-summit-needed-give-hope-better-future> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 43 Calculs d'Oxfam basés sur les informations extraites du Military Balance 2012 de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) et du site [www.globalsecurity.org](http://www.globalsecurity.org). Les armes et le matériel de guerre des forces armées de l'État syrien proviennent presque intégralement de Russie ou d'anciens pays soviétiques. Les forces syriennes sont également dotées de plus de 5 000 armes antichars françaises et l'armée de l'air syrienne peut s'appuyer sur 36 hélicoptères d'assaut Gazelle français. Entre 2007 et 2010, l'État syrien a reçu pour 300 milliards de dollars d'approvisionnement en provenance de Chine. Les transferts iraniens vers l'État syrien ont continué malgré l'embargo sur les armes dans le pays. Et malgré la position claire du gouvernement américain sur l'interdiction d'approvisionner l'État syrien en armes, le ministère de la Défense des États-Unis a des contrats d'une valeur de 367,5 millions de dollars avec Rosoboronexport, une société russe d'exportation d'armes pour la livraison, la fourniture de pièces et le support de 21 Mi-17 V5 à destination de

- l'Afghanistan. En juin 2013, le ministère de la Défense des États-Unis a signé un autre contrat d'une valeur totale de 500 millions de dollars. Voir B. McGarry (2013), « Army buys Mi-17s from Russian exporter », DoD Buzz (Online Defense and Acquisition Journal), 4 avril 2013, <http://www.dodbuzz.com/2013/04/04/army-buys-m-17s-from-controversial-russian-exporter/> et Army-technology.com, « US DoD orders additional Mi-17 helicopters from Rosoboronexport », 18 juin 2013, <http://www.army-technology.com/news/newsus-dod-orders-additional-mi-17-helicopters-from-rosoboronexport> (dernière visite le 11 septembre 2013).
- 44 E. Londoño et G. Miller, « U.S. weapons reaching Syrian rebels », *The Washington Post*, 12 septembre 2013, [http://www.washingtonpost.com/world/national-security/cia-begins-weapons-delivery-to-syrian-rebels/2013/09/11/9fcf2ed8-1b0c-11e3-a628-7e6dde8f889d\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/national-security/cia-begins-weapons-delivery-to-syrian-rebels/2013/09/11/9fcf2ed8-1b0c-11e3-a628-7e6dde8f889d_story.html) (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 45 Voir le SIPRI Yearbook 2013, note 9 et par exemple Barnard, « Syrian rebels say Saudi Arabia is stepping up weapons deliveries », *The New York Times*, 12 septembre 2013, <http://www.nytimes.com/2013/09/13/world/middleeast/syrian-rebels-say-saudi-arabia-is-stepping-up-weapons-deliveries.html?gwh=732D47374F83865631B3A5541FAFE19D> (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 46 Centre d'actualités de l'ONU (2013), discours du Secrétaire général Ban Ki-moon devant l'Assemblée générale, 24 septembre 2013, [http://www.un.org/apps/news/infocus/sqspeeches/statments\\_full.asp?statID=1985#.UkHAMz-GdGM](http://www.un.org/apps/news/infocus/sqspeeches/statments_full.asp?statID=1985#.UkHAMz-GdGM) (dernière visite le 27 septembre 2013)
- 47 Outre les rapports de la Commission d'enquête des Nations unies, de nombreux rapports de groupes internationaux de défense des droits de l'homme documentent et signalent des infractions. Voir par exemple, Human Rights Watch (2013), *Death from the Skies: Deliberate and Indiscriminate Air Strikes on Civilians*, <http://www.hrw.org/reports/2013/04/11/death-skies> ; et Amnesty International (2013), « Syria: Government bombs rain on civilians », <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE24/009/2013/en> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- Suite à des conclusions précédemment établies par les Nations unies, Amnesty International a averti en mars 2013 que les cas d'infractions étaient en augmentation parmi les forces armées (« Syria: Summary killings and other abuses by armed opposition groups », <http://www.amnesty.org/en/library/info/MDE24/008/2013/en>). Il est notamment fait état de prises d'otages, de mobilisation d'enfants soldats, de tortures et d'exécution sommaire de combattants et de civils.
- 48 5<sup>e</sup> rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne », p. 24, § 157
- 49 Déclaration de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, « The Russian Position and a Call to Action », 3 septembre 2013, <http://www.etilaf.org/en/newsroom/press-release/item/595-the-russian-position-and-a-call-to-action.html> (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 50 Voir par exemple Oxfam (2007), *Les milliards manquants de l'Afrique : Les flux d'armes internationales et le coût des conflits*, Document d'information Oxfam 107, Oxford : International Action Network on Small Arms et Oxfam International, [http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp107\\_milliards\\_manquants\\_afrique](http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp107_milliards_manquants_afrique) (dernière visite le 10 septembre 2013).
- 51 6<sup>e</sup> Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, p. 23, § 198 [http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A\\_HRC\\_24\\_46\\_fr.DOC](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A_HRC_24_46_fr.DOC)
- 52 `USA Today, « Russia blasts EU for lifting Syria arms embargo », 28 mai 2013, <http://www.usatoday.com/story/news/world/2013/05/28/us-russia-discuss-syria-as-eu-nixes-arms-embargo/2364873/> (dernière visite le 11 septembre 2013).
- 53 `M. Mazzetti, C.J. Chivers et E. Schmitt (2013), « Taking outside role in Syria, Qatar funnels arms to rebels », *The New York Times*, 29 juin, <http://www.nytimes.com/2013/06/30/world/middleeast/sending-missiles-to-syrian-rebels-qatar-muscles-in.html?pagewanted=all> (dernière visite le 11 septembre 2013).
- 54 `Centre de ressources du CICR (2013), « Syrie : une tragédie humaine aux conséquences désastreuses », communiqué de presse, 29 août,



<http://www.icrc.org/fre/resources/documents/news-release/2013/08-29-syria-civilians.htm>  
(dernière visite le 11 septembre 2013).

© Oxfam International, octobre 2013

Ce document a été rédigé par Daniel Gorevan en collaboration avec Martin Butcher, Noah Gottschalk Martin Hartberg et Claire Seaward. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-507-4 en octobre 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))

Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))

Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)